



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des
carrières et de la rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2021-778

21/10/2021

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 21

Objet : Appel à candidature : 20 postes au titre de la mobilité dite du "2e cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement

- 2 postes de contrôleurs

Date limite de candidature : 21/11/2021

- 1 poste de chef(fe) de service gestion des aides

Date limite de candidature : 21/11/2021

- 1 poste de chef(fe) de service administratif et financier

Date limite de candidature : 04/11/2021

- 1 poste de chef(fe) de gestionnaire informatique

Date limite de candidature : 21/11/2021

Conservatoire du littoral

- 1 poste d'assistant administratif (H/F)

Date limite de candidature : 10/11/2021

- 1 poste de chargé de mission (H/F)

Date limite de candidature : 10/11/2021

FranceAgrimer :

- 1 poste de chargé(e) d'information et d'études économiques filières petits ruminants

Date limite de candidature : 12/11/2021

- 1 poste de coordinateur(trice) du dispositif « aide alimentaire »

Date limite de candidature : 11/11/2021

- 1 poste de Gestionnaire des dispositifs européens

Date limite de candidature : 20/11/2021

- 1 poste de chargé.e de mission – unité commission internationale et politique agricole commune

Date limite de candidature : 20/11/2021

- 1 poste d'adjoint(e) au responsable de la mission d'audit interne

Date limite de candidature : 10/11/2021

- 1 poste d'auditeur(trice)

Date limite de candidature : 10/11/2021

- 1 poste de chargé(e) d'études économiques « grandes cultures » international/UE

Date limite de candidature : 12/11/2021

- 1 poste de chef(fe) de l'unité élevage

Date limite de candidature : 08/11/2021

- 1 poste de contrôleur (euse) pluri-filières

Date limite de candidature : 30/11/2021

Office de Développement de l'Économie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

- 1 poste de Gestionnaire des aides communautaires

Date limite de candidature : 15/11/2021

Office Français de la biodiversité

- 1 poste de Chef de projets transverses police et milieux (H/F)

Date limite de candidature : 19/11/2021

- 1 poste de Chef de service « prévention, appui et prospectives » (H/F)

Date limite de candidature : 19/11/2021

- 1 poste de directeur adjoint de la Direction de la police et du permis de chasser(H/F)

Date limite de candidature : 19/11/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Direction régionale Corse-PACA
7b, route de Galice – Immeuble Mirabeau
13100 Aix-en-Provence

Contrôleur (H/F)

N° du poste : R24032		
Catégorie : B		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet		Groupe RIFSEEP ASP : 2
Poste vacant / SREPES		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Le poste proposé est localisé au service des contrôles de la Direction Régionale de l'ASP à Aix-en-Provence. Il est placé sous la hiérarchie du chef du service des contrôles.</p>	
Objectifs du poste	<p>La personne recrutée sera principalement chargée de contrôler sur le terrain les mesures agricoles en PACA, dans le respect des procédures liées à la réglementation européenne.</p>	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Assurer des contrôles sur place du 1^{er} et 2^{ème} pilier de la PAC, et notamment hors surface; Participer à la gestion administrative des dossiers ; Participer en tant que de besoin aux relations institutionnelles; Encadrer des équipes de vacataires; Superviser des rapports de contrôle Réaliser les contrôles-audits de second niveau</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Les services de l'ASP, les partenaires externes (DRAAF; DDT,..) et les agriculteurs</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :

	<ul style="list-style-type: none"> - Bonnes connaissances de l'exploitation agricole et des pratiques culturelles et d'élevage ; - Bonnes notions de droit européen ; - Bonnes connaissances des outils bureautiques (word, excel, internet...) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Rigueur, méthode et organisation ; - Aptitude au travail en équipe ; - Bonnes capacités rédactionnelles ; - Disponibilité, autonomie ; - Permis B indispensable ; - Aptitude médicale ;
Personnes à contacter	<p>Olivier DEKESTER, directeur régional ASP Corse-PACA (tél 04 42 52 29 90). Mail : Olivier.dekester@asp-public.fr</p> <p>Eric BAUMGARTNER, chef du service des contrôles de la DR Corse-PACA (tél 04 42 52 53 69). Mail : Eric.baumgartner@asp-public.fr</p> <p>Mme Carole BEYSSAC, Conseillère en recrutement, mobilité et formation (DRH/SEEC) Tél. 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr</p>	



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Direction régionale Corse-PACA
7b, route de Galice – Immeuble Mirabeau
13100 Aix-en-Provence

Contrôleur (H/F)

N° du poste : R24094		
Catégorie : B		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet		Groupe RIFSEEP ASP : 2
Poste vacant / SREPES		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Le poste proposé est localisé au service des contrôles de la Direction Régionale de l'ASP à Aix-en-Provence. Il est placé sous la hiérarchie du chef du service des contrôles.</p>	
Objectifs du poste	<p>La personne recrutée sera principalement chargée de contrôler sur le terrain les mesures agricoles en PACA, dans le respect des procédures liées à la réglementation européenne.</p>	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Assurer des contrôles sur place du 1^{er} et 2^{ème} pilier de la PAC, et notamment hors surface; Participer à la gestion administrative des dossiers ; Participer en tant que de besoin aux relations institutionnelles; Encadrer des équipes de vacataires; Superviser des rapports de contrôle Réaliser les contrôles-audits de second niveau</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Les services de l'ASP, les partenaires externes (DRAAF; DDT,..) et les agriculteurs</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :

	<ul style="list-style-type: none"> - Bonnes connaissances de l'exploitation agricole et des pratiques culturelles et d'élevage ; - Bonnes notions de droit européen ; - Bonnes connaissances des outils bureautiques (word, excel, internet...) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Rigueur, méthode et organisation ; - Aptitude au travail en équipe ; - Bonnes capacités rédactionnelles ; - Disponibilité, autonomie ; - Permis B indispensable ; - Aptitude médicale ;
Personnes à contacter	<p>Olivier DEKESTER, directeur régional ASP Corse-PACA (tél 04 42 52 29 90). Mail : Olivier.dekester@asp-public.fr</p> <p>Eric BAUMGARTNER, chef du service des contrôles de la DR Corse-PACA (tél 04 42 52 53 69). Mail : Eric.baumgartner@asp-public.fr</p> <p>Mme Carole BEYSSAC, Conseillère en recrutement, mobilité et formation (DRH/SEEC) Tél. 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr</p>	



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de Services et de Paiement (ASP)
Direction Régionale Pays-de-la-Loire
25, bis rue Paul Bellamy – CS 54203 – 44042 Nantes cedex 1**

Chef(fe) de service gestion des aides

N° du poste : R35021	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP ASP : 2
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction Régionale (DR), qui couvre la région administrative Pays-de-la-Loire (cinq départements) est une structure d'environ 50 agents assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).</p> <p>Le service de gestion des aides est composé de trois secteurs dont la vocation est l'application et la mise en œuvre des politiques publiques définies par le siège ou confiées par les collectivités territoriales. Ces politiques publiques recouvrent essentiellement le domaine de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales.</p>
Objectifs du poste	<p>Placé(e) sous l'autorité du Directeur régional Pays-de-la-Loire, le (la) titulaire assure le pilotage du service et encadre une équipe composée de 27 agents. Il (elle) est en relation directe avec les directions métier du siège et les autres directions régionales, mais aussi avec des interlocuteurs locaux (Région, Département, Direccte, pôle emploi ...).</p> <p>Il (elle) s'assure de la capacité à faire de son service ainsi que le relationnel avec les partenaires internes et externes.</p> <p>Il (elle) a également un rôle de proposition et de mise en œuvre de la politique de coopération interrégionale, en lien avec son homologue de Bretagne (modalités de gouvernance partagée, d'organisation et de fonctionnement coordonnés des deux services)</p>

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service, rendre compte au directeur régional, animer le service par la définition des objectifs et des priorités, planning, tenue des réunions, conduite des entretiens professionnels...</p> <p>Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants</p> <p>Piloter l'activité du service : suivre les tableaux de bord, anticiper l'évolution de l'activité et son équilibre avec les ressources</p> <p>Décliner et mettre en œuvre la conduite des projets du service, en coordination avec la DR Bretagne</p> <p>Assurer le relationnel avec les partenaires et représenter l'établissement dans diverses instances</p>
Champ relationnel du poste	Agents de la direction régionale, responsables de la DR, représentants du personnel, services du siège et des directions régionales de l'ASP, partenaires locaux (Région, Département, Direccte, pôle emploi)
Compétences liées au poste	Savoirs :
	Savoir-faire :
	<p>Connaissances en droit et économie</p> <p>Connaissance de l'environnement de l'ASP et de son fonctionnement.</p> <p>Maîtrise des procédures, de la réglementation et des outils liés aux différents domaines couverts par le service</p> <p>Compétences managériales affirmées.</p> <p>Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.</p> <p>Sens de l'initiative et de l'autonomie.</p> <p>Esprit d'analyse</p> <p>Savoir rendre compte, déléguer</p> <p>Anticiper les difficultés et alerter le directeur régional</p>
Personnes à contacter	<p>M. Pascal DROUIN, Directeur régional – Tél : 02 40 69 78 36</p> <p>courriel : pascal.drouin@asp-public.fr</p> <p>Mme Lénaïg PINVIDIC, cheffe du service administratif et financier – Tél : 02 40 69 11 77 – courriel : lenaig.pinvidic@asp-public.fr</p> <p>Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation – Tél. : 05.55.12.00.87 - mobilite@asp-public.fr</p>



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de Services et de Paiement (ASP)
Direction Régionale Pays-de-la-Loire
25, bis rue Paul Bellamy – CS 54203 – 44042 Nantes cedex 1**

Chef(fe) de service administratif et financier

N° du poste : R35033	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP ASP : 3
Poste susceptible d'être vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction Régionale (DR), qui couvre la région administrative Pays-de-la-Loire (cinq départements) est une structure d'environ 70 agents assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).</p>
Objectifs du poste	<p>Placé(e) sous l'autorité du Directeur régional Pays-de-la-Loire, le (la) titulaire assure le pilotage du service et encadre une équipe composée de 4 agents. Il (elle) est en relation directe avec les directions supports du siège. Le périmètre d'intervention du-de la chef(fe) du service couvre les domaines budgétaires, ressources humaines, formation et logistique ; il (elle) est également associé(e) aux actions touchant à la communication de la DR ainsi qu'au pilotage de la performance</p> <p>Il (elle) a également un rôle de proposition et de mise en œuvre de la politique de coopération interrégionale, en lien avec son homologue de Bretagne (modalités de gouvernance partagée, d'organisation et de fonctionnement coordonnés des deux services).</p> <p>Dans le cadre du rapprochement entre les deux directions régionales, ce poste est appelé à évoluer vers un poste de chef d'un service des affaires générales commun aux deux structures.</p>

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Mettre en œuvre et assurer le suivi des dispositifs dont il (elle) a la responsabilité, rendre compte au directeur régional</p> <p>Encadrer les agents du service, participer au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie locale</p> <p>Assurer la gestion financière et logistique de la structure</p> <p>Gérer et piloter les ressources humaines. A ce titre, il (elle), suit et coordonne les procédures de recrutement, d'accueil, de suivi des effectifs, de formation, des agents et apporte son appui aux agents dans le suivi des carrières. Il (elle) assure, en lien avec le DR, le suivi et l'organisation des instances dédiées au dialogue social</p> <p>Animer le service : définition des objectifs et des priorités, planning, tenue des réunions, conduite des entretiens professionnels...</p> <p>Suivre les procédures administratives de gestion.</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Agents de la direction régionale, responsables de la DR, représentants du personnel, services du siège de l'ASP, fournisseurs</p>	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs :</p> <p>Connaissance de l'environnement de l'ASP et de son fonctionnement.</p> <p>Très bonne connaissance du statut des personnels du MAA</p> <p>Maîtrise des procédures, de la réglementation et des outils liés aux différents dispositifs du service</p> <p>Maîtrise des logiciels bureautiques et en particulier d'Excel</p>	<p style="text-align: center;">Savoir-faire :</p> <p>Compétences managériales affirmées.</p> <p>Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.</p> <p>Sens de l'initiative et de l'autonomie.</p> <p>Esprit d'analyse</p> <p>Savoir rendre compte, déléguer</p> <p>Anticiper les difficultés et alerter le directeur régional</p>
Personnes à contacter	<p>M. Pascal DROUIN, Directeur régional – Tél : 02 40 69 78 36 courriel : pascal.drouin@asp-public.fr</p> <p>Mme Lénaïg PINVIDIC, cheffe du service administratif et financier – Tél : 02 40 69 11 77 – courriel : lenaig.pinvidic@asp-public.fr</p> <p>Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation – Tél. : 05.55.12.00.87 - mobilite@asp-public.fr</p>	



Agence de Services
et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)
Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Service Général et informatique
45 quai Charles de Gaulle - 69064 Lyon cedex 06

Gestionnaire d'applications informatiques (H/F)

N° du poste : R69081	
Catégorie : B	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet	Groupe RIFSEEP ASP : 1
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de la Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes le service général et informatique est chargé de gérer l'ensemble des fonctions support : Ressources humaines, Budget, logistique et informatique.</p>
Objectifs du poste	<p>La personne recrutée travaillera au sein du service général et informatique. Basée sur le site de Lyon, elle assurera le bon fonctionnement quotidien des applications informatiques de la Direction Régionale. Ces missions sont conduites en lien avec les autres correspondants informatiques (CIDR) sur site et sur le site distant.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Assure le bon fonctionnement des applications informatiques pour les utilisateurs de la DR, en lien avec les autres CIDR.</p> <p>Administre, suit et assure la maintenance du parc informatique et téléphonique de la DR.</p> <p>Assure l'inventaire, le suivi logistique et la conservation des matériels informatiques.</p> <p>Apporte un appui aux utilisateurs (notamment télétravailleurs) et assure toute formation en lien avec son domaine d'activités.</p> <p>Administre et suit les réseaux et systèmes de la DR.</p> <p>Rend compte régulièrement de tous ces sujets à son responsable hiérarchique.</p> <p>Assure l'intérim des autres correspondants informatiques en cas d'absence (via système de ticket incident et prise de main à distance) et travaille</p>

	<p>quotidiennement avec les correspondants informatiques du site distant de la DR.</p> <p>Participe à des réunions de travail ou de pilotage en lien avec les services du siège, avec d'autres Directions régionales ou des partenaires extérieurs dans le domaine des applications informatiques.</p> <p>Propose ses services et des actions au sein du groupe Informatique Régionale ou dans le réseau national des informaticiens.</p> <p>Facilite et expertise les expressions de besoins par les chefs de services, puis rédige les spécifications générales et spécifiques.</p> <p>Conduit des projets locaux de développement d'applications informatiques et les met en œuvre.</p> <p>Réalise la valorisation de données pour le compte des partenaires de la DR ou les besoins internes. Maîtrise les outils de requête nécessaires.</p> <p>Met en œuvre les règles de Sécurité des systèmes d'informations. En particulier, met à jour les procédures, veille à leur bonne application et réalise les revues d'habilitations. Alerte le correspondant SSI et le Directeur en cas de difficulté.</p> <p>Appuis réguliers aux autres activités du service (logistique, suivi des prestataires et travaux du site, réception de commandes notamment).</p>	
Champ relationnel du poste	<p>Au sein de la direction avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec le Conseil Régional et autres donneurs d'ordres.</p> <p>Au quotidien avec les autres informaticiens de la Direction et de l'Agence.</p>	
Compétences liées au poste	<p>Savoirs :</p> <p>Connaître l'organisation générale des systèmes d'information et les langages de programmation utilisés dans l'établissement.</p> <p>Maîtriser les différentes applications informatiques locales.</p> <p>Connaître et appliquer les recommandations internes en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'information.</p>	<p>Savoir-faire :</p> <p>Savoir hiérarchiser les priorités et s'organiser</p> <p>Etre disponible et assurer la continuité de service</p> <p>Savoir rendre compte notamment auprès de son chef de service</p> <p>Respect des règles de déontologie, en particulier le devoir de discrétion professionnelle.</p> <p>Capacité à travailler en équipe.</p> <p>Aptitudes à la conduite de projets et prise d'initiative</p> <p>Capacités rédactionnelles et expression orale</p>
Personnes à contacter	<p>M. Régis BECT, Chef du Service Général et Informatique Tél. : 06.89.25.21.81 Courriel : regis.bect@asp-public.fr</p> <p>M. Sébastien FERRA, Directeur Régional Tél. : 04.72.82.21.01 Courriel : sebastien.ferra@asp-public.fr</p> <p>Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation – Tél. : 05.55.12.00.87 - mobilite@asp-public.fr</p>	

Réf : PACA-2021-22 RM 04

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

**Assistant administratif (F/H)
mission foncière
Au sein de la délégation PACA à Aix-en-Provence**

Poste à temps complet de catégorie B ou C confirmé, ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut, (décret n° 2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut (minimum diplôme niveau 4)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 210 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de mettre en œuvre la politique foncière, négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

La délégation Provence Alpes Côte d'Azur du Conservatoire du littoral est située à Aix-en-Provence (13). Constituée d'une équipe de 12 personnes, elle est organisée en 3 pôles : la mission foncière, le service aménagement et gestion, l'unité administrative et financière.

Description du poste

Sous l'autorité de la responsable de la mission foncière, l'assistant administratif a pour mission principale le montage et le suivi administratif des dossiers fonciers, ainsi que la production de la cartographie et du suivi des données, liés à la mission.

Description des missions

L'assistant est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

En matière d'intervention foncière

- Assistance administrative pour le montage et le suivi des dossiers d'acquisition, d'affectation et toute procédure liée au foncier : engagements, paiements, liens avec les services centraux, classement, archivage physique et numérique des dossiers. Un premier niveau de contrôle du respect des procédures est assuré (lecture des actes notariés).
- Appui à la constitution des dossiers fonciers pour les conseils d'administration, les conseils de rivages, les commissions dations.
- Appui à la mise en place et au suivi de campagnes d'animation foncière (cartographies, mailings, tableaux de suivi).
- Tenue et mise à jour des tableaux de bord fonciers de la délégation.

En matière de cartographie, SIG, bases de données

- Réalisation, standardisation et automatisation de la production des cartes nécessaires à la mission foncière et pour les conseils de rivières et d'administration.
- Production à la demande de cartes spécifiques (documents de travail internes ou documents exportables).
- Suivi de la mise à jour du volet foncier de la base de données nationale suivie par la Direction de l'action foncière et des systèmes d'information et synchronisation avec la base de données de la délégation.

L'assistant peut également être mobilisé à titre de renfort ponctuel (pic d'activité, absences...) pour l'accueil téléphonique et la gestion du courrier de la délégation.

Profil et compétences requises

- Connaissance des procédures liées au foncier et des contraintes juridiques
- Maîtrise des logiciels : traitement de texte, tableur, messagerie/Outlook, Internet
- Maîtrise de l'outil d'information géographique : connaissance du logiciel ArcGIS ou QGIS
- Capacité à exercer un premier niveau de contrôle (conformité des procédures, conformité et cohérence des actes, des devis, courriers)
- Rigueur, méthode et organisation, discrétion, sens de l'écoute et du dialogue vis-à-vis d'interlocuteurs extérieurs
- Aisance relationnelle
- Sens du travail en équipe
- Expression écrite et orale claire et de qualité
- Autonomie et capacité d'initiative
- La connaissance du fonctionnement du Conservatoire du littoral ou une expérience en matière d'administration de données seraient appréciées

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

En interne, l'assistant est placé sous l'autorité hiérarchique de la responsable de la mission foncière de la délégation. En externe, il est en contact régulier avec les cédants, les notaires, les services administratifs des partenaires fonciers.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie B ou C expérimentés, à temps complet ouvert :

- Aux agents fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans
- Aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut.
-

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral garantit un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir dès que possible. Il est localisé à Aix-en-Provence (13).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature : CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires (l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le 10 novembre 2021 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements sur le poste (Pas de candidatures à ces adresses)

Claire-Lise MARY, responsable de la mission foncière délégation PACA - Tel. 04 42 91 64 10
cl.mary@conservatoire-du-littoral.fr

Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines
e.terny@conservatoire-du-littoral.fr



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Réf. : OMGD-P-2021-22-RM-06



FICHE DE POSTE

**Chargé de mission (F/H)
« Occupations du domaine public »
au sein de l'antenne de Guadeloupe à Basse Terre**

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (décret n°2016-1697) ;
- Aux candidats non fonctionnaires (sous condition de diplôme : article 7 du décret n°2016-1697).

Le **Conservatoire du littoral**, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 210 000 ha situés sur le littoral, dont environ le tiers en outre-mer. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et Outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de mettre en œuvre la politique foncière, négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Outre-mer, basée en métropole (Paris), coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions Outre-mer : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint Martin, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une vingtaine d'agents repartis dans les antennes et de 3 agents en métropole.

La délégation met en œuvre, sous l'autorité de la directrice de l'établissement, la politique de préservation des rivages de l'Outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement.

Une déléguée-adjointe, en poste en Guadeloupe, assure le pilotage et la coordination de l'action des antennes du Conservatoire sur les rivages français d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy).

En Guadeloupe, au 1^{er} janvier 2019, le Conservatoire protège 70 sites, qui couvrent une surface d'environ 8182 ha, dont 1 081 d'acquisitions et 1 203 ha de 50 pas géométriques et 5 856 ha de DPM affectés par l'Etat. Le Conservatoire du littoral protège environ 25% du linéaire côtier de la Guadeloupe.

Contexte et objectifs du poste :

En Guadeloupe, le foncier de l'Etat affecté au Conservatoire (zone des 50 pas géométriques et domaine public maritime) fait l'objet de nombreuses occupations, souvent anciennes et sans droit ni titre. Depuis 2016, le Conservatoire s'est engagé aux côtés de ses partenaires dans un programme de reconquête de ce foncier occupé illégalement. Le contrat d'objectifs et de performances 2021-2025 signé entre l'Etat et le Conservatoire du littoral prévoit l'aboutissement de 20 à 25 opérations de reconquête en Outre-mer à l'horizon 2025, dont une majorité en Guadeloupe.

En outre, compte tenu de l'importance des sites et du linéaire côtier protégé, de nouvelles demandes d'occupation pérennes sont régulièrement adressées au Conservatoire.

Le chargé de mission a pour objectif de reprendre la maîtrise des occupations du domaine public du Conservatoire en Guadeloupe et d'éviter qu'elles ne portent atteinte aux missions fondamentales du Conservatoire de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager du littoral et de libre accès aux rivages. Pour cela, il assure la mise en œuvre réglementaire et opérationnelle du plan de reconquête sur l'ensemble des sites du Conservatoire en Guadeloupe. Le traitement de ces occupations peut se traduire, selon les enjeux des sites et l'impact des occupations, par une libération totale ou partielle des terrains, si nécessaire par voie contentieuse, en vue d'une renaturation et d'une ouverture au public ou par un conventionnement de l'occupation sous conditions de mise en conformité avec les missions du Conservatoire.

Description du poste

Sous l'autorité de la déléguée adjointe pour les Rivages Français d'Amérique et en lien étroit avec les autres chargés de mission de l'antenne de Guadeloupe, le chargé de mission est plus particulièrement en charge des actions de résorption des occupations sans titre, ce qui s'illustre par :

- La formalisation auprès des partenaires (communes gestionnaires, services de l'Etat ONF, SAFER...) des modalités de reconquête (délimitation, calendrier, responsabilités...) et des projets de restauration et d'aménagement associés ;
- La négociation avec les occupants pour la définition des modalités de retrait des occupations sans titre et la mise en place avec eux d'un cadre contractuel ;
- Le cas échéant, la mise en œuvre de procédures pré-contentieuses et contentieuses administratives, en collaboration avec les autres organismes en charge de la police de l'environnement, le suivi des procédures et de la mise en œuvre des décisions de justice ;
- La coordination de la mise en œuvre des procédures foncières nécessaires sur le domaine public (délimitations, bornages, vérification des validations de titres...), en lien avec le chargé de mission foncier ;
- Le suivi des chantiers de restauration et d'aménagement des espaces naturels reconquis dans divers contextes sociaux économiques, paysagers, géomorphologiques, biologiques et juridiques ;
- La définition, en collaboration avec les partenaires (Chambre d'Agriculture, INRAE...), d'une stratégie de traitement progressif des occupations agricoles par la mise en place d'un cadre réglementaire répondant aux enjeux de préservation des milieux naturels, des paysages et des activités agricoles traditionnelles, adapté aux réalités agronomiques et socio-économiques de ces activités ;
- La régularisation des autres occupations non dommageables aux milieux naturels, par l'établissement de conventions d'occupation temporaire avec les occupants, après mise en concurrence le cas échéant ;

Dans ce cadre, le chargé de projet :

- Prépare les cadres conventionnels qui comprennent notamment les modalités de restauration à mettre en œuvre, les obligations des occupants, le montant de la redevance au regard des surfaces occupées ;
- Assure, en lien étroit avec les chargés de mission de l'antenne, la bonne coordination des actions de reconquête avec les orientations de gestion définies pour chaque site, particulièrement dans le cadre du projet JA-RIV ;
- Coordonne l'actualisation de la connaissance des occupants et des usages agricoles sur les espaces du Conservatoire ; propose une stratégie de traitement progressif et élabore un cadre réglementaire et des cahiers des charges agronomiques adaptés au contexte guadeloupéen ;

La réalisation de ces différentes missions l'amène :

- À intervenir auprès des différents acteurs (Etat, collectivités, autres établissements publics, riverains, entreprises...) et à mettre en place des partenariats opérationnels (notamment SAFER) ;
- À analyser des situations complexes et mener des négociations auprès d'occupants ;
- À effectuer des missions de police de l'environnement (commissionnement Garde du littoral) : mise en demeure, constatation par procès-verbal, représentation de l'établissement devant les tribunaux administratifs et judiciaires et au sein des instances de coordination des Polices de l'environnement. Le chargé de mission peut également être amené à intervenir en appui aux autres antennes des Antilles et de Guyane dans ce domaine.
- À préparer et lancer des appels à projets pour des activités économiques compatibles avec les missions du Conservatoire ;
- À préparer des marchés publics et suivre sur le terrain des commandes de délimitations et de travaux (restauration écologique et paysagère, ouverture au public...) en lien étroit avec les chargés de mission spécialisés ;
- À s'assurer, auprès des gestionnaires et de l'ONF (MIG), du contrôle de la mise en œuvre effective des engagements des occupants ;
- À participer aux négociations pour les procédures foncières et au suivi des contentieux ;
- À participer à la formation des gardes du littoral en charge de fonctions de police et à les appuyer sur le terrain dans ces fonctions de police ;
- À intervenir, en appui à la déléguée adjointe dans l'instruction de certaines demandes d'autorisation pour de nouvelles occupations pérennes sur les sites.

Profil et compétences requises

- Formation en ingénierie de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme ;
- Connaissance appréciée dans le domaine de la biodiversité ou des paysages ;
- Connaissances en droit foncier et droit de l'environnement ;
- Connaissance de l'Outre-mer et des institutions ;
- Savoir-être : aisance relationnelle, sens du contact et capacité de négociation ;
- Expérience du travail en réseau
- Maîtrise des logiciels informatiques et bureautiques classiques ;
- Maîtrise des outils SIG (QGIS) ;

- Assermentation souhaitée (ou engagement à suivre une formation police) ;
- Capacité de synthèse et esprit d'initiative;
- Autonomie et rigueur;
- Qualités d'expression écrite et orale.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous l'autorité hiérarchique de la déléguée adjointe pour les Rivages français d'Amérique. En interne, il est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux de l'établissement. En externe, il exécute sa mission en contact régulier et direct avec différents partenaires du Conservatoire, en particulier avec les gestionnaires, les services de l'Etat et les tribunaux.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet.

Ce poste est ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (décret n°2016-1697) ;
- Aux candidats non fonctionnaires (sous condition de diplôme : article 7 du décret n°2016-1697)

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

La résidence administrative est située à l'antenne du Conservatoire du littoral à Basse-Terre (Guadeloupe).

Le poste est à pourvoir dès que possible.

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature : CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires (l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le mercredi 10 novembre 2021 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr.

Renseignements sur le poste (pas de candidatures à cette adresse)

Alain BRONDEAU, délégué Outre-mer

a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'information et d'études économiques filières petits ruminants

Direction Marchés, études et prospective/Service Analyse économique des filières et OFPM/Unité Élevage

N° appel à candidature : 20269	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 2 Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement : <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
Présentation de l'environnement professionnel : <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>La direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.</p> <p>Au sein du service Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (OFPM), l'unité Élevage regroupe 11 personnes, chargées du pilotage et de la gestion des dispositifs de recueil de données économiques (enquêtes laitières, cotations viandes), du suivi de la conjoncture et de l'analyse des marchés sur l'ensemble des filières animales terrestres et de la conduite d'études économiques spécialisées sur les secteurs des productions animales (laits et viandes).</p>	
Objectifs du poste	

Participer au dispositif de production, de traitement, d'analyse et de diffusion d'informations nécessaires au suivi économique de la filière petits ruminants.

Missions et activités principales :

- Assurer le suivi économique des filières petits ruminants (lait et viande) - Connaissance à un niveau d'expertise reconnu, des marchés et de leurs déterminants techniques, structurels et économiques ;
- Acquérir des informations, analyser des données, élaborer et rédiger des notes de synthèse et des supports de présentation ;
- Veiller à la pertinence, la qualité et la fiabilité des données produites et des informations de conjoncture diffusées ;
- Participer aux travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges sur la décomposition des prix et des marges aux différents stades des filières petits ruminants ;
- Organiser la diffusion de l'information économique notamment au travers de publications récurrentes et de présentations ;
- Effectuer des présentations orales devant les Conseils spécialisés ou autres instances de l'Établissement ;
- Contribuer à répondre aux demandes d'information de la direction générale, des services de l'État, de l'Union européenne et des familles professionnelles ;
- Participer à l'élaboration du programme d'études, organiser et suivre son exécution technique et budgétaire ;
- Piloter des études (en interne et avec prestataire) ;
- Valoriser les études et travaux de l'Unité : formations, conférences, présentations, articles, publications, etc.

Relations fonctionnelles du poste :

- Interne à FranceAgriMer : toutes directions et services, et particulièrement les délégué.e.s filières, les unités marchés et budget.
- Ministère agriculture : bureaux produits, directions et services régionaux
- Europe et international : administrations et autres.
- Professionnels : organisations professionnelles et interprofessionnelles des filières petits ruminants
- Enseignement recherche : établissements supérieurs

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du contexte professionnel agricole et agroalimentaire, de l'organisation des filières
- Bonnes connaissances en économie générale et commerce international
- Anglais lu, écrit, parlé

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les techniques de rédaction, de présentations orales et écrites et de communication
- Maîtriser les outils bureautiques et statistiques, notamment les logiciels de traitement de données et de bases de données
- Utiliser ou mettre en œuvre un dispositif tel une méthode
- Contrôler la fiabilité d'une information
- Gérer une situation et respecter un délai
- Collaborer à un collectif tel un réseau
- Animer ou mobiliser (hors management) un collectif de type "groupe de travail"

Diplôme – Expérience professionnelle

Niveau ingénieur ou bac + 5.souhaité
Minimum bac+3

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé¹ :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non X
Poste à privilèges³ :	Oui	Non X

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

Cécile Guillot, Adjointe au chef du Service Analyse économique des filières et OFPM

cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 12/11/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Coordinateur(trice) du dispositif « Aide alimentaire »

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 20270	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p>Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 1 an (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.</p> <p>Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; - assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; - organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée fin 2019. <p>FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) de la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de</p>	

FranceAgriMer a été confirmée dans le cadre du FSE+, lequel englobera à compter de 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans).

Dans le cadre de ses missions, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la Direction des interventions de FranceAgriMer est chargée de la délivrance, du suivi et de l'apurement des certificats UE import/export, de CERTIVETO (support technique financement national), de CERTIPHYTO (support technique délivrance diplôme), des contingents de meunerie ainsi que l'achat et le transport, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

L'unité est composée de 2 pôles regroupant 23 agents, dont 8 affectés au pôle « Certificats et Meunerie » et 13 affectés au dispositif « Aide Alimentaire ».

Objectifs du poste

Le poste consiste à assurer la coordination entre les différentes tâches du dispositif « Aide Alimentaire ». Il s'agit d'une création de poste au sein de l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des Interventions.

Missions et activités principales :

- Assurer le pilotage du dispositif « Aide Alimentaire » :
 - o Organiser les flux d'informations ;
 - o Cordonner et prioriser les tâches entre les différentes cellules ;
 - o Assurer le suivi de l'activité ;
 - o Concevoir, adapter et mettre à jour les procédures.
- Respecter les calendriers des appels de fonds relatifs aux déclarations des dépenses « Aide Alimentaire » auprès de l'UE.
- Répondre aux auditeurs en charge du contrôle des dépenses.
- Etre force de proposition quant à l'optimisation de la gestion du dispositif « Aide Alimentaire ».

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents de l'unité
- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (unité Contrôles, service financier, service juridique, Agence comptable, DCSF,...).
- Les corps de contrôle interne et externe
- Les fournisseurs / les prestataires
- Les services de la direction générale de la cohésion sociale, du ministère de l'agriculture et de la Commission européenne.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience dans l'animation d'équipe.
- Formation ou expérience dans le domaine des marchés publics et/ou de la logistique et des transports.
- Contexte communautaire « Fonds structurels ».

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Conduite de projet
- Technique de management

Savoir être :

- Adaptabilité,
- Excellent relationnel et bonne communication

de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse - Rigueur, - Réactivité - Autonomie - Gestion du stress
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste	
Contraintes du poste :	
Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.	
Mission pouvant nécessiter des déplacements de contrôle dans les entrepôts du logisticien.	
Poste clé¹ :	Oui Non ■
Poste à caractère sensible² :	Oui Non ■
Poste à privilèges³ :	Oui Non ■
Personnes à contacter	
Christophe DASSIE – Direction des Interventions Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr	
Cécile HERBILLON – Direction des interventions Tel : 01.73.30.23.80 – cecile.herbillon@franceagrimer.fr	
Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr	
Conditions de travail	
FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.	
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.	
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.	
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.	
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 11/11/2021	
Le dossier de candidature doit comporter :	
<ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire de dispositifs/aides européen(ne)s

Direction des Interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles /
Unité potentiel viticole et pilotage de la restructuration

N° appel à candidature : 20272

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP :
Groupe 2 si corps des TSMA
Groupe 2 si corps des SA

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste susceptible d'être vacant
Prise de fonction au 01/12/21

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également

techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune. Le poste est rattaché à l'unité gestion du potentiel et pilotage de la restructuration (6 agents) au sein du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles de la direction des Interventions.

L'unité est en charge des procédures de délivrance des autorisations de plantation et maîtrise d'ouvrage de l'application associée. L'unité assure également le pilotage national de la mesure restructuration du vignoble relevant de l'OCM vitivinicole.

Objectifs du poste :

Le poste a pour objectif d'appuyer l'unité dans le pilotage du dispositif de délivrance des autorisations de plantation de vignes et d'aide à la restructuration avec une partie de l'activité orientée vers l'évolution et la maintenance des outils informatiques, en lien avec l'assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) dédié.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe d'unité et de son adjointe :

- Participer à la mise en œuvre de la réglementation nationale relative aux autorisations de plantation de vignes, ainsi qu'à ses évolutions annuelles
- Rédiger les manuels de procédures, participer au pilotage, à la coordination des services régionaux de FranceAgriMer et délégations territoriales de l'INAO
- Participer à la maîtrise d'ouvrage informatique pour l'évolution des outils informatiques (développement et adaptations), pour la gestion des incidents et bugs applicatifs en relation avec l'AMO et la chef de projet maîtrise d'œuvre)
- Instruire les recours

Le cas échéant, participer à l'activité liée à la mesure restructuration du vignoble.

Relations fonctionnelles du poste :

Services territoriaux de FranceAgriMer, l'INAO et ses délégations territoriales, l'AMO et la chef de projet maîtrise d'œuvre, le service informatique et les sociétés prestataires pour la maîtrise d'œuvre, la DGDDI, les viticulteurs

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance en informatique
- Notions de la réglementation européenne horizontale et spécifique au secteur vitivinicole
- Notions en agronomie et viticulture

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur, synthèse, réactivité
- Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat

Expérience dans fonction similaire souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non x

Poste à caractère sensible² : Oui Non x

Poste à privilèges³ : Oui Non x

Personnes à contacter

Emilie BOURIEAU, chef du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles : 01 73 30 20 72 ; emilie.bourieau@franceagrimer.fr

Sophie PENET, cheffe de l'unité : 01 73 30 30 80 ; sophie.penet@franceagrimer.fr

Marie PELTIER, adjointe à la cheffe d'unité : 01.73.30.21.86 ; marie.peltier@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/11/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de mission – Unité Commission internationale et Politique agricole commune

Mission des Affaires Européennes

N° appel à candidature : 20248	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste susceptible d'être vacant – Prise de fonction au 01/10/2021	Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir..

Présentation de l'environnement professionnel :

Le poste est rattaché à l'Unité « Commission internationale et politique agricole commune ».

L'Unité est pour l'essentiel chargée de conduire des projets et les actions à l'international de l'Etablissement, qui s'inscrivent de façon plus générale dans la stratégie d'influence du Ministère en charge de l'agriculture ainsi qu'en soutient des filières françaises, en matière de :

- Coopération :
 - veille en matière d'actions et de projets de coopération internationale,

- ingénierie des actions et des projets de coopération internationale identifiés (coopération bilatérale, missions d'assistance technique et d'échange d'information, jumelages communautaires, marchés d'assistance technique, etc.),
- gestion des actions et projets de coopération internationale retenus.
- Appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises :
 - ingénierie des actions et des projets d'appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises,
 - gestion des actions et projets retenus.

L'Unité assure également un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens (en particulier en lien avec la Politique agricole commune – PAC).

Enfin, l'unité assure l'organisation de Commission thématique inter-filières (CTI) agricole et agro-alimentaire internationale et l'animation d'un certain nombre de Comités et de groupes de travail en lien avec les axes stratégiques définis au sein de la CTI. Cette commission est une instance récente de l'établissement qui regroupe l'ensemble des partenaires publics (Ministères, opérateurs) et privés (interprofessions, fédérations professionnelles) travaillant sur l'international

Objectifs du poste

L'objectif général du poste est de participer à l'animation de la Commission Thématique Inter-filières agro-alimentaires internationale (CTI), d'assurer de l'ingénierie d'actions ou de projets d'appui à l'export et de gérer les actions et les projets retenus par la CTI et par ses groupes de travail. Cela inclura la réalisation d'analyses économiques sur le commerce extérieur en matière de produits agricoles et agroalimentaires, la coordination de la rédaction et la diffusion de la lettre de la CTI.

Ces actions sont mises en place au prix d'un dialogue fourni avec les filières professionnelles agricoles et les administrations concernées.

Un appui sur la conduite de projets en matière de coopération pourra être éventuellement sollicité.

Missions et activités principales :

La personne recrutée est placée sous la responsabilité du chef d'Unité « Commission internationale et PAC ».

Participer à la programmation, à la préparation et à l'organisation des réunions plénières de la CTI et de ses groupes de travail ; assurer le contact avec les professionnels des différentes filières, les administrations, leurs opérateurs, les régions et l'ensemble des participants ; préparer sur le fond les discussions et sur la forme les supports de présentation. Participer au bilan et proposer des perspectives pour la CTI et de ses GT.

Conduire des projets et des actions d'appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises :

- Participer à la conception d'études, d'opérations de promotion ou d'événements d'appui à l'export ; assurer le pilotage et la gestion d'appels d'offres ou d'appels à projet ; appuyer et informer les exportateurs et les experts français mobilisés ; instruire des demandes de subvention pour des opérations co-construites avec les interprofessions.
- Développer la connaissance (informations qualitatives et quantitatives) des marchés extérieurs ; extraire des statistiques à partir de l'outil TDM ; rédiger des notes d'analyse économique à partir des données du commerce extérieur ; préparer et restituer des présentations sur le commerce extérieur dans différents comités/groupes de travail.

Participer à la rédaction et la diffusion de la lettre de la CTI en proposant des sujets, en rédigeant et recueillant les articles correspondants et en publiant une Newsletter mensuelle.

<ul style="list-style-type: none"> Assurer une collaboration étroite, un échange permanent et un reporting régulier avec les supérieurs hiérarchiques et la collègue du binôme. 	
<p align="center">Relations fonctionnelles du poste :</p> <ul style="list-style-type: none"> Relations étroites de travail avec les autres collègues de la mission des affaires européennes et internationales, et plus largement de FranceAgriMer. Relations avec les organisations professionnelles et les opérateurs du secteur agroalimentaire ; directions du Ministère de l'agriculture français, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, de l'Economie, opérateurs publics ; conseillers agricoles en Ambassade des pays pilotes et prioritaires. 	
<p align="center">Compétences requises pour le poste :</p>	
<p align="center">Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> Formation en lien avec la conduite de projets et/ou les relations internationales Connaissance des filières agricoles & agroalimentaires françaises ; Pratique de la langue anglaise ; Une expérience pratique de mise en œuvre d'opérations serait un plus ; 	<p align="center">Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> Ouverture et souplesse d'esprit ; diplomatie Aptitude au contact et au travail en équipe Rigueur, fiabilité dans le suivi des activités et le reporting ; Intérêt pour le secteur agroalimentaire ; Autonomie et sens pratique ; Maîtrise des outils informatiques Excel, Power Point ; Maîtrise de l'expression écrite et orale, esprit de synthèse.
<p align="center">Diplôme – Expérience professionnelle</p> <p>Diplôme de l'enseignement supérieur Bac + 5 ou équivalent pour les candidats contractuels</p> <p>Minimum bac+3 validé</p>	
<p align="center">Contraintes du poste :</p> <p>Pas de contraintes particulières</p>	
Poste clé¹ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
<p align="center">Personnes à contacter</p> <p>Régis RAFFIN, Adjoint à la MAEI, regis.raffin@franceagrimer.fr Tél +33 (0)1 73 30 25 89</p> <p>Sonia STIMMER, cheffe de l'Unité CIPAC, sonia.stimmer@franceagrimer.fr Tel. 06.28.93.70.30</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p>	
<p align="center">Conditions de travail</p> <p><i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i></p>	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE :20/11/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint au Responsable de la Mission

Direction générale / Mission d'Audit Interne

N° appel à candidature : 20261	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 2 –Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p>Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.</p> <p>Placée auprès de la Direction générale, la Mission d'Audit interne a pour rôle d'évaluer le bon fonctionnement des dispositifs de contrôle interne et de faire les préconisations pour les améliorer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plan communautaire, évaluer la régularité de la gestion des aides de FranceAgriMer en tant qu'organisme payeur du FEAGA (ou dans des domaines assimilés : FEAMP, FEAD, ...) ainsi que celle de certains domaines horizontaux privilégiés par la Commission européenne (créances, cautions, déclarations de dépenses, etc.), - au plan des aides nationales, évaluer les modalités de gestion en vue de donner des garanties aux instances nationales de contrôle dans le cadre de la LOLF (MCGEF, Cour des Comptes française, etc.), 	

- en fonction du programme défini chaque année par le Comité d'audit, effectuer des missions sur tout autre domaine : fonctionnement, organisation, qualité, etc.

La Mission d'Audit interne participe activement aux travaux en vue de la conservation de la certification ISO 27001 : 2013 de son SMSI.

Objectifs du poste

En appui du responsable, il participe à la gestion de la Mission d'Audit interne sous tous les aspects de son fonctionnement et, en particulier, au pilotage ainsi qu'à la révision et la supervision des missions d'audit en respectant la déontologie professionnelle et les règles internationales.

Missions et activités principales :

- Avec le responsable et en application de la Charte d'Audit interne, il assure la bonne gestion de l'équipe : adéquation entre les moyens du service et les missions qui lui sont confiées, compétence des agents, suivi de l'avancement des travaux d'audit, ...

Il appuie le responsable pour veiller au respect des indicateurs de performance validés par la Direction générale et, en particulier, à la réalisation du programme annuel d'audit, validé par le Comité d'Audit, ...

Il contribue à la réalisation de ce programme en consacrant une part de son temps à des missions d'audit interne, seul ou en équipe.

Il peut être conduit à remplacer le responsable de la Mission aux réunions concernant l'Audit interne tels que Comité de Direction dédié, Comité de Pilotage du SMSI, en particulier la Revue de Direction du SMSI, Comité de Pilotage des Suites d'Audit et de Prévention de l'Apurement (COPILSAPA), Comité du Contrôle interne, ...

En application du manuel de l'Audit interne, il assiste le Responsable de la Mission pour chacune de grandes étapes des missions d'audit interne :

- analyse réglementaire, points-clés des investigations, plan des investigations et choix des méthodes d'audit retenues,

- réunions d'ouverture et, le cas échéant, réunions de validation avec les audités ;

- révision des travaux, du rapport et du dossier d'audit, notamment validation des conclusions ;

- pilotage de la phase de clôture des missions et présentation à la Direction générale des projets des décisions à mettre en œuvre en conclusion de celles-ci ;

- diffusion du rapport d'audit et de la décision de la Direction générale portant plan d'amélioration ;

- suivi de la mise en œuvre d'un programme d'assurance et d'amélioration qualité concernant l'exécution des missions d'audit.

Ensemble,

- ils procèdent au suivi de la mise en œuvre des décisions prises par la Direction générale en conclusion des missions précédentes, y compris en préparant et animant les séances du COPILSAPA tenues sur ces sujets,

- ils préparent les programmes annuels et quinquennaux d'audit et les réunions du Comité d'Audit,

- ils assurent la relation de la Mission d'Audit interne avec l'ensemble des instances de contrôle externes nationales et internationales, en étroite coordination avec les autres services de FranceAgriMer,

- ils assurent la responsabilité de 3 des 14 processus du SMSI de l'Etablissement et, notamment, celle de la Revue de Direction du SMSI,

- ils veillent au transfert des compétences au sein de la Mission comme auprès d'étudiants en audit ; ils assurent la promotion du contrôle interne dans l'Établissement et peuvent formuler des conseils ou des avis sur les questions de régularité et de procédures.

Relations fonctionnelles du poste

- L'ensemble des services de l'Établissement, au siège comme en délégations nationales ou en Services territoriaux.
- L'ensemble des services et instances extérieurs à l'Établissement en relation avec l'Audit interne : CCCOP, DGDDI, DGCCRF, CICC, Cours des comptes européenne et nationale, FEAGA, FEADER, FEAMP, FEAD, etc

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonnes connaissances théoriques et pratiques du contrôle interne et de l'audit interne : indispensable.
- Connaissances théoriques et pratiques dans les domaines du contrôle, de l'organisation administrative, budgétaire et comptable dans le secteur public : nécessaires.
- Connaissances en matière de certification qualité, d'organisation du travail ; en comptabilité générale privée comme publique : nécessaires.
- Connaissances des mesures nationales et communautaires gérées par FranceAgriMer : très appréciées.
- Bonnes connaissances de l'audit des systèmes d'information : nécessaire.
- Connaissance de la norme ISO 27001 : 2013 : appréciée.
- Connaissances dans l'analyse des bases de données : appréciées.
- Une certification personnelle en audit (DPAI, CIA, CISA, ...) et /ou un diplôme de grade Master en audit serait un plus.

Savoir-faire / Maîtrise

- Aptitude marquée à l'animation d'équipe.
- Une expérience managériale serait fortement appréciée.
- Maîtrise des outils bureautiques Word, Excel, PowerPoint. (Access serait un plus).
- Maîtrise de l'application des normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne indispensable,
- Très bonne capacité rédactionnelle indispensable.
- Propension pour les relations humaines et pour l'animation d'équipe, forte capacité d'écoute, sens de l'organisation et de la planification des tâches, rigueur d'analyse, esprit de synthèse, autonomie, discrétion et sens du respect de la confidentialité, aptitude au travail en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Certaines missions peuvent nécessiter des déplacements dans nos délégations nationales (Libourne).

Poste clé¹ : Oui Non ■

Poste à caractère sensible² : Oui Non ■

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

Poste à privilèges³ :	Oui Non <input type="checkbox"/>
Personnes à contacter Yohann BAGOT –Responsable de la Mission d’Audit interne Tel : 01 73.30 22.38. Mail : yohann.bagot@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d’études recrutement Tél. : 01.73.30.22.35 mobilite@franceagrimer.fr	
Conditions de travail <i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L’établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d’éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d’un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d’un parcours de formation d’accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l’établissement dispose d’un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l’établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d’action sociale, ainsi qu’une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu’à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2021 Le dossier de candidature doit comporter : <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.	

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l’établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Auditeur

Direction générale / Mission d'Audit Interne

N° appel à candidature : 20182

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP :
Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Filière d'emploi :

Poste vacant – prise de fonction dès que possible

Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555
Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

- Placé directement sous la responsabilité du Responsable de la Mission, l'auditeur interne participe seul ou en équipe à l'ensemble des missions dévolues au service.
- L'exercice de la fonction d'auditeur interne se fait dans le respect des normes internationales et de déontologie professionnelle d'audit (Edition actuelle : 2017).
- Des formations complémentaires ou de perfectionnement dans les techniques de l'audit sont assurées à tout auditeur. En contrepartie, un engagement à exercer l'audit au minimum 36 mois au sein de la Mission est exigé.

Objectifs du poste

- Contribuer à donner une assurance raisonnable à la Direction générale, aux Directeurs et à l'Agent comptable sur le niveau de contrôle interne et de maîtrise des activités, d'une part et d'autre part, sur la conformité du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) à la norme ISO 27001 : 2013.
- Préconiser des recommandations pour l'amélioration des dispositifs.

Missions et activités principales :

- Participer aux audits internes du programme annuel de la Mission d'audit interne et, éventuellement, à des missions hors programme.
- Assurer les différentes phases de réalisation de la mission : analyse du domaine, étude du périmètre, plan d'approche, vérifications par tests et enquêtes, (y compris des déplacements dans les services territoriaux en tant que de besoin).
- Documenter les différentes phases de la mission dans un dossier de travail conformément au guide de procédures et aux usages professionnels.
- Assurer les entretiens d'audit et les phases de validation avec les audités.
- Formaliser, dans un projet de rapport (dans le respect d'un modèle type), la synthèse des travaux réalisés au cours de la mission en proposant les recommandations nécessaires et en formulant une opinion d'audit.
- Participer à la présentation des conclusions et des recommandations en réunion de clôture.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations des rapports précédemment réalisés.
- Mettre à jour le guide de procédures et assurer sa révision périodique.
- Participer à l'amélioration continue des compétences mutuelles des auditeurs internes (tutorat, échanges, formation interne, notes de synthèse, comptes rendus de réunions, ...).
- Promouvoir le contrôle interne et la sécurité des systèmes d'information à l'occasion des missions d'audit.
- Formuler des conseils *a priori* dans les domaines du contrôle interne, de l'organisation ou de la sécurité des systèmes d'information.
 - De façon générale, participer à tous les travaux inhérents à la fonction d'auditeur interne ou aux missions du service d'Audit interne, y compris répondre activement aux obligations professionnelles de formation continue spécialisée.

Relations fonctionnelles du poste

- Tous les membres de la mission d'audit (Chef du service et adjoint, auditeurs, secrétariat).
- L'ensemble des personnels des services audités, des services de l'Ordonnateur ou de l'Agence comptable : chefs de service, chefs d'unités, chefs de pôles, etc.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances théoriques et pratiques dans les domaines du contrôle interne et de l'audit interne (normes, méthodes et outils d'audit, ...) ainsi que de la prévention et de la lutte antifraudes indispensables.
 - Connaissances de l'organisation administrative, et de la gestion budgétaire et comptable d'un établissement public très appréciée.
 - Connaissances et/ou appétence pour le système de management qualité (ISO) et/ ou pour la maîtrise de la sécurité des systèmes d'information appréciées.
- Certification personnelle (IAP, CPAI, CIA, CISA, ISO, ...) appréciée.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils Word, Excel, Access indispensable.
- Maîtrise/connaissance générale des outils de gestions informatisés (Applications Web, logiciels comptables, ...) indispensable.
- Capacité à rédiger des écrits professionnels indispensable.
- Organisation d'une mission d'audit et travail en équipe indispensable.
- Strict respect du code de déontologie et des normes d'audit internationales.
- Curiosité, compétence professionnelle, diligence, esprit de synthèse, objectivité et rigueur dans la réalisation des travaux sont des qualités essentielles.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Certaines missions peuvent nécessiter des déplacements dans nos délégations nationales (Libourne).

Poste clé¹ : Oui Non ■

Poste à caractère sensible² : Oui Non ■

Poste à privilèges³ : Oui Non ■

Personnes à contacter

Yohann BAGOT –Responsable de la Mission d'Audit interne

Tel : 01 73.30 22.38. Mail : yohann.bagot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

*Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études économiques « Grandes cultures » International/UE

Direction Marchés, études et prospective

Service Analyse économique des filières – OFPM

Unité Grains et sucre

N° appel à candidature : 20268	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Vacant – Prise de fonction dès que possible	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Elle est composée de deux services : le service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (AEF-OFPM) », et le service « Analyses et Fonctions Transversales et Multi-filières (AFTM) ».

Au sein du service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (AEF-OFPM) », l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Cette équipe de 15 agents suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces

filières. Elle assure le pilotage et la gestion des dispositifs de recueil de données notamment à caractère réglementaire, dont les cotations, ainsi que le pilotage des enquêtes Qualité des céréales et du dispositif Céré'Obs.

Objectifs du poste

Développer l'expertise au niveau de l'Union européenne et international de FranceAgriMer/DMEP dans le domaine des grandes cultures et plus particulièrement des filières céréales et oléoprotéagineux

Missions et activités principales :

- Suivre le contexte économique (monde, Union européenne) du secteur des grandes cultures et plus particulièrement des filières céréales et oléoprotéagineuses dans le cadre de la mission d'information sur les productions et les marchés dévolue à l'Établissement ;
- Contribuer à la production et l'analyse de données et informations de conjoncture ou structurelles, élaborer et rédiger de notes de synthèse et de supports de présentation ;
- Contribuer à l'élaboration du programme d'études ainsi qu'à l'organisation et au suivi de son exécution technique et budgétaire ;
- Répondre aux demandes d'études internes et venant des pouvoirs publics ou des tutelles ;
- Piloter et suivre des études (en interne et avec prestataire externe) pour le secteur des grains ;
- Valoriser les études et travaux de l'Unité en interne et en externe (formations, conférences, présentations, articles, publications...) ;
- Participer au comité de gestion mensuel « Cultures arables » (céréales, oléoprotéagineux, sucre, riz) de la Commission européenne à Bruxelles et à d'autres instances (MED-Amin).

Relations fonctionnelles du poste :

Services et unités MEP, MAEI, Mission Filières.
DGPE/BGC, Commission européenne, FAO-AMIS, professionnels

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Anglais professionnel lu, écrit, parlé
- Connaissance de l'économie des filières agricoles, en particuliers des grandes cultures
- Connaissances agronomiques

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de méthode
- Qualités relationnelles et rédactionnelles avérées
- Aptitude au travail en équipe
- Bonne maîtrise des outils bureautiques
- Capacité à assurer des présentations orales
- Outils bureautiques (Excel, Powerpoint, Access)

Diplôme – Expérience professionnelle

Diplôme de l'enseignement supérieur Bac + 5 ou équivalent pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Réunion mensuelle du comité de gestion cultures arables à Bruxelles
Réunion mensuelle du Conseil spécialisé Grandes Cultures – Marchés Céréaliers -

Poste clé¹ :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non ■
Poste à privilèges³ :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Cécile GUILLOT – Adjointe au Chef du service Analyse économique des filières-OFPM
Tél. : 01 73 30 21 76
cecile.guillot@franceagrimer.fr –

Marc ZRIBI - chef de l'unité Grains et Sucre, SAEF-OFPM
Tél. : 01.73.30.22.14
marc.zribi@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 12/11/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de l'unité élevage

**Direction Marchés, études et prospective- Service Analyse économique des filières et OFPM -
Unité Élevage**

N° appel à candidature : 20191

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 2

Cotation Groupe RIFSEEP :

2 si corps des attachés d'administration

2 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de
l'environnement

Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective

Localisation : MONTREUIL

Poste vacant

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Au sein du service Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (OFPM), l'unité Élevage regroupe 11 personnes, chargées du pilotage et de la gestion des dispositifs de recueil de données économiques (enquêtes laitières, cotations viandes), du suivi de la conjoncture et de l'analyse des marchés sur l'ensemble des filières animales terrestres et de la conduite d'études économiques spécialisées sur les secteurs des productions animales (laits et viandes).

Objectifs du poste

Concevoir le dispositif de production, de traitement d'analyse et de diffusion d'informations économiques, et piloter les opérations correspondantes pour répondre aux besoins en matière de connaissance des marchés et des filières d'élevage au service des acteurs publics comme professionnels

Missions et activités principales :

- Assurer le management de l'équipe et la gestion administrative de l'unité (appels d'offres, suivi budgétaire et financier...) et le management de l'équipe;
- Concevoir, mettre en œuvre et gérer des outils permanents de collecte de données et d'informations de conjoncture répondant aux obligations UE, aux attentes des pouvoirs publics et des filières de l'élevage ;
- Organiser le suivi régulier de la conjoncture et sa diffusion dans les instances internes et vers les partenaires de l'établissement. Répondre dans ce domaine aux sollicitations des tutelles ;
- Préparer et mettre en œuvre le programme annuel d'études sur les filières suivies et en assurer sa valorisation ;
- Organiser la continuité de service de l'unité sur tous les dossiers avec délai incompressible (en particulier enquêtes et cotations) ;
- Participer à l'amélioration continue du service rendu (synergie service direction - ministère, évolution des dispositifs et des systèmes d'information...) ;
- Assurer la communication vers tous les partenaires administratifs, professionnels et vers la presse (instances internes telles que services comités...) ;
- Assurer la participation de l'unité aux travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges ;
- Participer selon la demande aux actions de coopération internationale et de formation des personnels de l'Etat et des étudiants sur les sujets du ressort de l'Unité.

Relations fonctionnelles du poste :

FranceAgriMer Siège, Services territoriaux (correspondants cotations et contrôles, chefs de SRISE...), services du MM (DGPE, DGAL, SSP...), autres établissements publics (ASP...), structures professionnelles et interprofessionnelles, instituts techniques, prestataires externes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances de l'environnement économique et professionnel des filières agricoles
- Compétences en économie agricole
- Compétences agronomiques
- Connaissances de la réglementation (nationale et européenne)
- Connaissance des filières d'élevage

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales
- Maîtrise des outils bureautiques et statistiques
- Aptitudes à la communication écrite et orale
- Maîtrise des techniques de l'analyse de conjoncture
- Maîtrise des techniques d'enquêtes et de traitement de l'information.

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non ☐

Poste à caractère sensible² : Oui Non ☐

Poste à privilèges³ : Oui Non ☐

Personnes à contacter

Cécile Guillot, Adjointe au chef du Service Analyse économique des filières et OFPM
cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 21 76

Pierre Claquin, directeur marchés, études, prospective
pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 25 78

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 08/11/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Contrôleur ou contrôlease pluri-filières

DRAAF Pays de la Loire

Service régional de l'Economie Agricole et des Filières (SREAF)

N° appel à candidature : 20271

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs

Poste vacant – Prise de fonction au 01/03/22

Localisation : Angers (49)

Filière d'emploi : 3 – Contrôle

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le Service régionale d'économie agricole et des filières des Pays de la Loire regroupe les missions de la DRAAF (animation des filières agricoles, missions relatives à l'environnement, la forêt et les affaires rurales) et les missions de FAM en service territorial (instruction des aides de l'OMC vitivinicole, Bois et plants de vigne, contrôles terrain).

Objectifs du poste

- Mettre en œuvre individuellement ou en binôme les actions et procédures nécessaires à la réalisation des contrôles et au respect des dispositions communautaires et nationales. Ce poste implique de nombreux déplacements sur le terrain notamment sur la région des Pays de la Loire, et plus ponctuellement sur d'autres régions.
- Susceptible d'être mobilisé sur tout type de contrôle de la compétence de la DRAAF et de FranceAgriMer en cas de crise.

Missions et activités principales :

En fonction des besoins du service et des périodes de l'année :

- Contrôles dans le secteur viticole : restructuration du vignoble, aides aux investissements
- Contrôles dans le secteur fruits et légumes : fonds opérationnels, mesures de crise (retrait, non récolte, etc)
- Contrôles dans le secteur grandes cultures : stocks, interventions communautaires
- Susceptible d'être mobilisé sur tous les secteurs de la DRAAF et de FranceAgriMer en cas de crise.

Relations fonctionnelles du poste :

- Relations avec les professionnels et les structures professionnelles des filières,
- Relations avec les services du siège de FranceAgriMer

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonne connaissance des filières et des réglementations nationales et communautaires ;
- Connaissance du contexte d'organisme payeur ;
- Connaissances comptables.

Savoir-faire / Maîtrise

- Sens de l'organisation ;
- Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ;
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ;
- Connaissance des outils informatiques bureautiques nécessaires ou spécifiques à l'activité ;
- Bon relationnel, rigueur et disponibilité.

Contraintes du poste :

Déplacements fréquents dans la région Pays de la Loire, et ponctuellement, dans les régions limitrophes. Permis B demandé.

Poste clé¹ : Oui Non ☐

Poste à caractère sensible² : Oui ☐ Non

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

Poste à privilèges³ :	Oui Non <input type="radio"/>
<p style="text-align: center;">Personnes à contacter</p> <p>Madame Patricia BOSSARD, responsable de service du SREAF - Numéro de téléphone : 02.72.74.71.70 - Adresse : DRAAF Pays de la Loire 5, rue Françoise Giroud, CS 67516, 44275 NANTES cedex 2 - Mail : patricia.bossard@agriculture.gouv.fr</p> <p>Madame Claire LAUGA, chef du pôle « gestion des dispositifs européens et contrôles » - Numéro de téléphone : 02.41.72.32.08 - Adresse : DRAAF Pays de la Loire 10 rue Le Nôtre - CS 74414 - 49044 Angers Cedex 1 - Mail : claire.lauga@franceagrimer.fr</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p>	
<p style="text-align: center;">Conditions de travail</p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</i></p>	
<p style="text-align: center;">DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/11/2021</p> <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX
(métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Gestionnaire des aides communautaires

Poste catégorie B		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : Sans objet		RIFSEEP : Secrétaire administratif : groupe 2 Technicien : groupe 2
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer.</p> <p>Les services de l'Office comprennent 41 agents installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.</p> <p>L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les Directions de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) sont les représentants territoriaux de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle des territoires.</p>	
Objectifs du poste	Assurer la gestion des aides communautaires sur les mesures du POSEI - diversification végétale principalement - et autres mesures en renforcement des besoins du service.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Gestion des aides communautaires (POSEI) :</p> <p>Gestion des dossiers en relation avec les bénéficiaires et l'agence comptable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de complétude, de conformité, et éligibilité du bénéficiaire, - Instruction des dossiers, calcul des aides, établissement des états de liquidation, des décisions de paiement, notification des paiements et courriers aux bénéficiaires et à la DAAF, - Contrôle administratif approfondi de pièces justificatives - Gestion des recours - Contrôle de reversement des aides 	
Champ relationnel du poste	Bénéficiaires des mesures d'aide, Services des DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'Outre-Mer) Groupement comptable, Service des contrôles et audits de l'ODEADOM	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer la réglementation communautaire, la décision technique et les règles de gestion en vigueur - Respecter les procédures d'instruction - Maîtriser des outils bureautiques de base (Excel, Word, Access) et applicatifs spécifiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Autonomie - Rigueur et méthodologie dans le traitement des dossiers - Organisation et planification des tâches - Capacité rédactionnelle
Personnes à contacter	<p>Madame Laure LACOUR, Cheffe de service Productions de diversification - Tél : 01.41.63.19.38 Courriel : laure.lacour@odeadom.fr</p> <p>Monsieur Stéphane JORET, Secrétaire général – Tél : 01.41.63.19.78 Courriel : stephane.joret@odeadom.fr</p> <p>Date limite de candidature : 15 novembre 2021</p>	

AVIS DE POSTE SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT

Catégorie hiérarchique :	A
Intitulé du poste :	Chef de projets transverses police et milieux (H/F)
Référence du poste :	DPPC-CPPOMI-F
Affectation :	Direction générale déléguée PCE Direction de la Police et du Permis de Chasser
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef du service stratégie surveillance contrôle
Résidence administrative :	Vincennes (94) – Auffargis (78) – Dry (45)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : <ul style="list-style-type: none"> - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 235 € et 3 041 € bruts mensuels).
Dépôt de candidature :	Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures par courriel à recrutement@ofb.gouv.fr , en rappelant obligatoirement le numéro de référence du poste et en joignant : <ul style="list-style-type: none"> - CV + LM ; - pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative ; - pour les non titulaires : diplôme le plus élevé.
Date limite de dépôt de candidature :	19 novembre 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, délégations de façade maritime, parcs naturels marins, etc.).

Au sein de la direction générale déléguée « police, expertise, connaissance » (qui comporte également la direction de la recherche et de l'appui scientifique et la direction du suivi et de l'évaluation des données), la direction de la police et du permis de chasser est composée d'une directrice et d'un directeur adjoint, de quatre services nationaux (« prévention, appui, prospective », « stratégie, surveillance, contrôle », « opérations et soutien », « police judiciaire et renseignement »), d'une unité (« permis de chasser ») et de trois conseillers

techniques (« police sanitaire », « ruralité », pêche). Elle regroupe 115 agents aux profils variés, dont 80 inspecteurs de l'environnement au sein des brigades mobiles d'intervention (en charge des renforts nationaux et de l'examen du permis de chasser). Les agents sont répartis sur plusieurs sites (principalement à Auffargis et Vincennes mais également Montpellier, Toulouse, Orléans, etc.).

La DPPC est à la fois une direction centrale et une direction opérationnelle de terrain. Elle doit donc, d'une part, assurer au niveau national un rôle de conception, de pilotage, d'animation, d'appui aux services territoriaux, ainsi que d'évaluation de l'activité de police, qu'elle soit administrative ou judiciaire. Elle doit d'autre part assurer des missions opérationnelles en renfort des services territoriaux ou en pilotage direct lorsque les enjeux, la nécessité de coordination ou de réactivité l'exigent, ainsi que l'examen du permis de chasser et la délivrance du titre.

Mission :

Le chef de projets transverses police et milieux a, au sein du SSSC et en relation de proximité avec le directeur ou la directrice, une mission de conduite de projets très transversaux sur les sujets police et porte ces projets auprès de la tutelle. L'objectif de sa mission, en s'appuyant sur les compétences disponibles dans l'établissement, consiste à faire le lien entre les moyens d'action des agents de l'établissement en matière de police (contrôles administratifs, judiciaire) et la préservation des milieux afin de rendre notre action police sur le terrain plus efficiente.

Dans son périmètre de responsabilité, il représente et valorise l'établissement auprès des partenaires et services de l'État.

Activités principales :

Piloter et animer le réseau des chefs de services police régionaux :

- organisation des réunions mensuelles et séminaires et de l'ordre du jour, en lien avec les services et chargés de missions de la DPPC et hors DPPC chaque fois que nécessaire
- animer le réseau en entretenant une dynamique de groupe, de partage
- s'assurer de la bonne mise en œuvre des décisions prises lors de ces réunions et mobiliser les compétences de l'établissement au service de la mise en œuvre des décisions prises

En tant que chef de projet, conduire, animer et piloter la mise en œuvre du dialogue de gestion police de l'établissement :

- conduire le dialogue de gestion police et son suivi – développer les relations avec le contrôle de gestion sur l'aspect suivi
- conduire la conclusion de la programmation police avec les DR
- suivre l'atteinte des objectifs par les DR avec un processus régulier de suivi
- proposer et s'assurer de la mise en œuvre des évolutions du SI police afin que ce dernier prenne bien en compte le suivi des indicateurs validés
- coordonner la définition des instruments de pilotage et d'évaluation permanente de l'activité de police en s'appuyant sur le dialogue de gestion police entre la DPPC et les directions régionales

Suivre les dossiers des lignes de partage en matière de contrôle et de la stratégie nationale de contrôle entre services déconcentrés de l'État et OFB

En lien avec les services de la DPPC et les autres directions concernées, en priorisant par enjeu de biodiversité, travailler à des notes opérationnelles et des outils permettant d'aider les agents effectuant des missions de police à mieux utiliser l'ensemble de leurs prérogatives, à prioriser leurs contrôles et à être plus efficaces dans la réponse apportée aux atteintes constatées ou à venir.

En fonction de l'actualité de la direction, ces missions seront amenées à évoluer.

Le poste est ouvert au sein du service stratégie, surveillance et contrôle, mais une réflexion est en cours pour réorganiser ce service et le rapprocher d'un autre service de la direction. Les missions n'évolueront pas dans le cadre de cette réflexion, mais l'organisation du service pourrait être amenée à évoluer.

PROFIL RECHERCHE

- Fonctionnaire de catégorie A ou B
- Expérience requise dans les services territoriaux de l'OFB
- Expérience confirmée dans le domaine de la police de l'environnement

- Pratique de la police administrative et de la police judiciaire
- Expérience utile en management d'équipe ou de projets

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Connaissance de l'administration, en particulier dans le domaine de l'environnement
- Connaissance de la police administrative et de la police judiciaire dans le domaine de l'environnement
- Connaissances juridiques en droit de l'environnement
- Connaissance des enjeux de la biodiversité
- Connaissance des enjeux de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage

Savoir-faire :

- Conduite de projet
- Animer des réseaux de travail
- Créer et entretenir des partenariats
- Conduire des réunions
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Rédiger de manière claire et intelligible

Savoir-être professionnel :

- Capacité de dialogue et d'écoute
- Faire preuve de pédagogie
- Déontologie (respect du secret de la procédure en police judiciaire)
- Sens de l'initiative et de l'anticipation
- Rigueur d'organisation et de travail
- Curiosité et ouverture d'esprit
- Clarté de l'expression orale

Office français de la biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	A
Intitulé du poste :	Chef de service « Prévention, Appui et Prospective » (H/F)
Référence du poste :	DPPC-CSPAP-F
Affectation :	Direction générale déléguée PCE Direction de la Police et du Permis de Chasser Service Prévention, Appui et Prospective
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur de la Police et du Permis de Chasser
Résidence administrative :	Vincennes (94) – Auffargis (78) – Dry (45)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : <ul style="list-style-type: none"> - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle).
Dépôt de candidature :	Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures par courriel à recrutement@ofb.gouv.fr , en rappelant obligatoirement le numéro de référence du poste et en joignant : <ul style="list-style-type: none"> - CV + LM ; - pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative ; - pour les non titulaires : diplôme le plus élevé.
Date limite de dépôt de candidature :	19 novembre 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, délégations de façade maritime, parcs naturels marins, etc.).

Au sein de la direction générale déléguée « police, expertise, connaissance » (qui comporte également la direction de la recherche et de l'appui scientifique et la direction du suivi et de l'évaluation des données), la direction de la police et du permis de chasser est composée d'une directrice et d'un directeur adjoint, de

quatre services nationaux (« prévention, appui, prospective », « stratégie, surveillance, contrôle », « opérations et soutien », « police judiciaire et renseignement »), d'une unité (« permis de chasser ») et de trois conseillers techniques (« police sanitaire », « ruralité », pêche). Elle regroupe 115 agents aux profils variés, dont 80 inspecteurs de l'environnement au sein des brigades mobiles d'intervention (en charge des renforts nationaux et de l'examen du permis de chasser). Les agents sont répartis sur plusieurs sites (principalement à Auffargis et Vincennes mais également Montpellier, Toulouse, Orléans, etc.).

La DPPC est à la fois une direction centrale et une direction opérationnelle de terrain. Elle doit donc, d'une part, assurer au niveau national un rôle de conception, de pilotage, d'animation, d'appui aux services territoriaux, ainsi que d'évaluation de l'activité de police, qu'elle soit administrative ou judiciaire. Elle doit d'autre part assurer des missions opérationnelles en renfort des services territoriaux ou en pilotage direct lorsque les enjeux, la nécessité de coordination ou de réactivité l'exigent, ainsi que l'examen du permis de chasser et la délivrance du titre.

Mission :

- Pilotage de l'expertise de projets de niveau national en matière police de l'environnement en lien avec les services territoriaux de l'établissement ou les services de l'Etat concernés (CGEDD, DREAL, DDT-M) ;
- En lien avec les directions concernées, identifier les enjeux relatifs aux milieux et aux espèces, les hiérarchiser et proposer des objectifs à atteindre pour l'activité de police ;
- Pilotage et coordination de l'activité d'appui technique à la police administrative des services territoriaux ou nationaux de l'établissement en lien avec le chef de service adjoint ;
- Pilotage du transfert des solutions techniques (connaissances, méthodes, outils) proposées par les services de recherche, en direction des services territoriaux de l'OFB ou des partenaires, afin d'optimiser la mise en œuvre opérationnelle de la séquence « éviter, réduire, compenser » ;
- Participation à la définition des orientations stratégiques de la direction

Activités principales :

Management :

- Organiser, animer, diriger le Service « Prévention, Appui, Prospective » composé de 6 agents ;
- Participer à l'élaboration des orientations stratégiques de l'établissement ;
- Organiser l'appui aux administrations centrales en matière d'appui technique à la police de l'eau et de l'environnement, en adéquation avec les stratégies nationales, européennes ou internationales ;
- Piloter la programmation des ressources financières et humaines du service et contribuer à celle de la direction ;
- Superviser la préparation des marchés et conventions de partenariats ;
- Piloter les relations stratégiques externes pour l'appui technique (ministères de l'écologie, de l'agriculture, établissements publics intéressés : CELRL, RNF,...) ;
- Participer à la construction et au renforcement d'une plus grande transversalité avec les autres directions ;
- Encadrer l'animation des réseaux thématiques

Pilotage des politiques du SPAP:

- Piloter l'appui technique à destination des unités territoriales de l'OFB dans un objectif d'appui et d'accompagnement des Directions régionales et des autres entités territoriales de l'OFB (restauration écologique, continuités écologiques, zones humides, hydroélectricité, grandes infrastructures linéaires, séquence ERC, etc.) ;
- Apporter un appui technique à la Direction de l'Eau et de la Biodiversité du ministère pour élaborer et mettre en œuvre les politiques de l'eau et de préservation de la biodiversité. L'OFB veillera en particulier à l'appui pour la mise en œuvre de la doctrine Eviter Réduire Compenser ;
- Développer en lien avec la DRAS et la DSUED des standards, des méthodes, outils de haute qualité environnementale pour la conception de projets (hydroélectriques, de restaurations de milieux, de franchissabilité pour les rendre compatibles avec les impératifs de restauration du bon état des eaux) et pour accompagner les services territoriaux dans leur mission de production d'avis techniques ;
- Pilotage du travail, en lien avec la DRAS et la DSUED, permettant de caractériser les enjeux écologiques par la mise à disposition des connaissances et expertises relatives aux milieux et espèces et de mieux cibler les contrôles de police ;
- Piloter la déclinaison opérationnelle auprès des services territoriaux de l'OFB, des résultats des programmes de R&D développés et de prospective ;
- Piloter la feuille de route ERC pour le compte de l'OFB

Une réflexion est en cours pour réorganiser le service en lien avec un autre service au sein de la direction de la police et du permis de chasser. Ce travail pourrait conduire à un élargissement du périmètre du poste tel que présenté, le service restant intégré au sein de la direction.

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes :

- DGD Mobilisation ;
- DGD Ressources ;
- Directions de la DGD PCE

Relations externes :

- Ministères ;
- Bureaux d'études ;
- Associations ;
- Opérateurs économiques ;
- Collectivités territoriales

PROFIL RECHERCHE

- Niveau de diplôme minimum requis : Bac+5 ;
- Affectation(s) précédente(s) en administration centrale, service déconcentré ou établissement public.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Ecologie, aménagement
- Police de l'environnement
- Connaissance des acteurs et de l'organisation institutionnelle de la sphère environnementale ;
- Connaissance des enjeux attachés à la préservation et à la restauration des milieux naturels, séquence ERC, etc. ;
- Réglementation (code de l'environnement) ;

Savoir-faire :

- Rédiger et synthétiser ;
- Animer des réseaux et des communautés d'acteurs ;
- Manager d'équipes
- Maîtriser les outils informatiques ;

Savoir-être professionnel :

- Travail en équipe ;
- Prise d'initiative ;
- Autonomie ;
- Qualités relationnelles ;
- Curiosité.

Office français de la biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	Encadrement supérieur
Intitulé du poste :	Directeur adjoint de la Direction de la police et du permis de chasser (H/F)
Référence du poste :	DPPC-DIRADJ-F
Affectation :	Direction générale déléguée police, connaissance et expertise Direction de la police et du permis de chasser
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité de la Directrice de la police et du permis de chasser
Résidence administrative :	Vincennes (94) ou Dry (45) ou Auffargis (78)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : <ul style="list-style-type: none"> - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle)
Dépôt de candidature :	Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures par courriel à recrutement@ofb.gouv.fr , en rappelant obligatoirement le numéro de référence du poste et en joignant : <ul style="list-style-type: none"> - CV + LM ; - pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative ; - pour les non titulaires : diplôme le plus élevé.
Date limite de dépôt de candidature :	19 novembre 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, délégations de façade maritime, parcs naturels marins, etc.).

Au sein de la direction générale délégué « police, expertise, connaissance » (qui comporte également la direction de la recherche et de l'appui scientifique et la direction du suivi et de l'évaluation des données), la direction de la police et du permis de chasser est composée d'une directrice et d'un directeur adjoint, de quatre services nationaux (« prévention, appui, prospective », « stratégie, surveillance, contrôle », « opérations et soutien », « police judiciaire et renseignement »), d'une unité (« permis de chasser ») et de trois conseillers techniques (« police sanitaire », « usages et ruralité » et pêche maritime). Elle regroupe 115 agents aux profils variés, dont 80 inspecteurs de l'environnement au sein des brigades mobiles d'intervention (en charge des renforts nationaux), des inspecteurs du permis de chasser et du service PJR. Les agents sont répartis sur plusieurs sites (principalement à Auffargis et Vincennes mais également Montpellier, Toulouse, Orléans, etc.).

La DPPC est à la fois une direction centrale et une direction opérationnelle de terrain. Elle doit donc, d'une part, assurer au niveau national un rôle de conception, de pilotage, d'animation, d'appui aux services territoriaux, ainsi que d'évaluation de l'activité de police, qu'elle soit administrative ou judiciaire. Elle doit d'autre part assurer des missions opérationnelles en renfort des services territoriaux ou en pilotage direct lorsque les enjeux, la nécessité de coordination ou de réactivité l'exigent, ainsi que l'examen du permis de chasser et la délivrance du titre.

Description du poste :

Mission :

Encadrant de direction de l'OFB, le Directeur adjoint participe au processus de décision et à la définition des orientations stratégiques de la Direction de la police et du permis de chasser. Dans son périmètre de responsabilité, il dirige les services de la direction et par délégation régule, contrôle et évalue les plans d'actions portés par les services territoriaux de l'OFB en métropole et en Outre-mer. Il représente et valorise l'établissement auprès des partenaires et services de l'État dans les domaines de la police de l'environnement (eau, nature, mer) pour la préservation de la biodiversité et de la police sanitaire appliquée à la faune sauvage.

Activités principales :

Piloter l'activité police de l'établissement en lien avec la directrice de la DPPC :

- Participer à l'élaboration des orientations stratégiques de l'établissement en matière de police et de chasse dans le cadre de la gouvernance de l'OFB ;
- Collaborer à la conception de plans d'actions qui déclinent les orientations stratégiques (ex : stratégie des aires protégées, stratégie pour la mer...) dans le domaine de compétence de la direction ;
- Piloter les services de la direction dans l'élaboration des notes de service et instructions en matière de police ;
- Coordonner la définition des instruments de pilotage et d'évaluation permanente de l'activité de police en s'appuyant sur le dialogue de gestion police entre la DPPC et les directions régionales ;
- Coordonner la communication de l'établissement en matière de police

Manager les services de la direction :

- Seconder la Directrice de la DPPC, la remplacer ou assurer son intérim ;
- Piloter la programmation des ressources financières de la direction ;
- Superviser la préparation des marchés et conventions de partenariats en lien avec les Chefs de service et Conseillers techniques de la DPPC et veiller à l'interface avec la Cheffe du Pôle Juridique, Administratif et Financier ;
- Suivre les chantiers structurels de la DPPC, assurer en mode projet le suivi de certains dossiers importants ;
- Organiser et encadrer avec le coordinateur national la démarche qualité police de l'établissement (révision des domaines eau et nature, extension au domaine marin en lien avec la démarche qualité police du ministère de l'environnement, domaine police sanitaire)

Participer aux relations avec les tutelles de l'OFB et les partenaires :

- Avec les ministères de tutelle :
 - MTES et l'ensemble des directions concernées (DEB, DAM, etc.)
 - MAA et, en particulier, la DGAL pour ce qui concerne la police sanitaire
- Avec les autres ministères :
 - Intérieur (DGGN, DGPN, DLPAJ, SCA, STSI², OCLAESP, etc.)

- Chancellerie (DACG notamment);
- Finances (Douanes notamment)
- Avec les autres partenaires (FNC, ONG, etc.).

Piloter la formation interne et externe en matière de police :

- Expression des besoins internes (inspecteurs de l'environnement, encadrants, producteurs d'avis techniques, etc.) et externes (différentes partenaires);
- Mise en place et validation des contenus pédagogiques et animation du réseau des formateurs dans le domaine de la police et du permis de chasser.

Contribuer à des actions transversales :

- Participer au CODIR de la Direction générale déléguée police, connaissance et expertise et veiller à la transversalité entre les missions de police et de connaissance;
- Participer aux instances de gouvernance et de pilotage général de certains domaines (démarche qualité, formation, gestion des corps techniques de l'environnement...)

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Connaissance de l'administration, en particulier dans le domaine de l'environnement;
- Connaissance de la police administrative et de la police judiciaire dans le domaine de l'environnement;
- Connaissances juridiques en droit de l'environnement;
- Connaissance des enjeux de la biodiversité;
- Connaissance des enjeux de la police sanitaire animale;
- Connaissance de la ruralité

Savoir-faire opérationnel :

- Manager une équipe et gérer des conflits;
- Définir des objectifs et piloter l'activité;
- Conduire un projet;
- Conduire un changement;
- Animer des réseaux de travail;
- Créer et entretenir des partenariats;
- Conduire des réunions;
- Faire preuve de déontologie (respect du secret de la procédure en police judiciaire)
- Savoir analyser et synthétiser;
- Rédiger de manière claire et intelligible

Savoir-être professionnel :

- Capacité de dialogue et d'écoute;
- Faire preuve de pédagogie;
- Sens de l'initiative et de l'anticipation;
- Rigueur d'organisation et de travail;
- Curiosité et ouverture d'esprit;
- Clarté de l'expression orale

PROFIL RECHERCHE

- Fonctionnaire de catégorie A+ de profil ingénieur (IDTPE – IDAE – ICPEF);
- Titulaire d'un diplôme (Bac + 5 ou équivalent) de préférence dans le domaine des sciences de l'environnement ou des sciences biologiques;
- Avoir occupé des fonctions d'encadrement supérieur comparables au sein de la fonction publique;
- Expérience confirmée dans le domaine de la police de l'environnement;
- Pratique de la police administrative et de la police judiciaire;
- Expérience en management d'équipe ou de projets;
- Une expérience d'encadrement au sein d'un service territorial de l'OFB serait un plus